

Chers clients, chers lecteurs,

Le deuxième trimestre de l'année a encore été marqué par la politique monétaire des grandes banques centrales. Au fil des semaines, les investisseurs ont en effet revu à la baisse leurs attentes concernant les interventions de ces institutions, ce qui a ralenti la progression des marchés.

Comme attendu, la Banque centrale européenne (BCE) a été la première des grandes banques centrales à réduire ses taux. Le 6 juin, elle a en effet abaissé son taux directeur de 0,25%, réagissant à la décélération de l'inflation des derniers mois. C'était la première baisse de taux de la zone euro depuis près de cinq ans, la précédente remontant à septembre 2019. Le taux de facilité de dépôt est ainsi passé de 4% à 3,75%. Toutefois, la BCE demeure prudente quant à l'avenir, ayant relevé légèrement ses prévisions d'inflation en raison de la récente évolution des salaires.

De l'autre côté de l'Atlantique, la Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu mi-juin ses taux d'intérêt directeurs interbancaires à 5,5%, une décision largement anticipée. Les membres de la Fed ont également ajusté leurs prévisions, n'attendant plus qu'une seule baisse de taux de 0,25% cette année, contre trois initialement prévues en mars. En effet, les nouvelles prévisions de la Fed montrent que celle-ci s'attend désormais à une inflation plus élevée qu'attendu précédemment cette année. La croissance devrait rester robuste grâce à la consommation et aux investissements dans le domaine de l'intelligence artificielle. Les investisseurs devront donc se montrer patients pour bénéficier de conditions financières plus souples.

Au niveau politique en Europe, la dissolution surprise de l'Assemblée nationale française par Emmanuel Macron, après la large victoire du Rassemblement national (RN) aux élections européennes le 9 juin, a provoqué un séisme chez nos voisins d'Outre-Quévrain. Jugée comme un pari risqué, cette décision a entraîné des élections législatives anticipées les 30 juin et 7 juillet, pouvant potentiellement installer un Premier ministre provenant du parti de Marine Le Pen. Cela a mené à une chute de la bourse française. En effet, en cas de victoire du RN et de la mise en œuvre de son programme, les banques, les entreprises de construction et de matériaux ainsi que les services collectifs seraient les plus affectés. Les valeurs françaises et européennes de la défense pourraient également être pénalisées. Les remous en France ont aussi augmenté la nervosité sur les autres marchés européens. Les investisseurs en Europe attendent donc avec une certaine impatience mais aussi anxiété les résultats finaux des élections début juillet. Le premier tour semble donner une victoire claire du RN, sans toutefois leur donner la majorité absolue à l'Assemblée nationale ; ce qui a temporairement rassuré les marchés européens.

Du côté des matières premières, l'or a continué de grimper durant le deuxième trimestre 2024 (+12,8% depuis le 1er janvier). Quant au pétrole, celui-ci s'est un peu replié le trimestre écoulé mais reste en territoire positif cette année (+13,8%). Pour ce qui est des devises, le dollar demeure à un niveau élevé (hausse de 3,1% durant le premier semestre de l'année).



Évolution des principaux marchés en 2024

	Juin 2024	du 01/01 au 30/06/2024
Euro Stoxx 50	-1,80%	+8,24%
Stoxx Europe 600	-1,30%	+6,77%
S&P 500	+3,47%	+14,48%
S&P 500 Equal Weight	-0,90%	+4,11%
BEL 20	-0,79%	+4,84%
MSCI WORLD	+1,93%	+10,81%
Nikkei 225	+2,85%	+18,28%
Hang Seng (Hong Kong)	-2,00%	+3,94%

Charles BOK
Administrateur délégué

Fabien PLANCQ
Senior Wealth Manager